

REPRISE

DE

TERRES



AXE

1

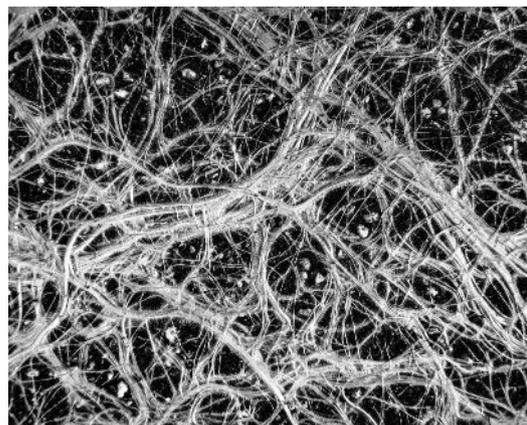


Reprise de terres agricoles.

p.9

AXE

2



Entre usage et protection,
la déprises de terres ?

p.19



Des terres contre la Métropole.

p.35

PRÉSENTATION REPRISES DE TERRE

.....

Nous sommes un petit groupe d'habitant-es de lieux en lutte, paysan-nés, chercheur-euses, militant-es, proches de la revue d'écologie politique Terrestres, à préparer des rencontres autour de ce que l'on appelle les reprises de terres qui auront lieu du 20 au 24 août 2021 sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

CONSTATS

.....

Quatre constats guident notre démarche.

Le premier, c'est le ravage écologique systémique, provoqué et nourri par la voracité extractiviste du capitalisme, qui met à mal les conditions de vie sur la Terre pour une immense part des vivants qui la peuplent.

Le second, c'est l'émergence d'un mouvement climat encore tâtonnant, mais qui s'interroge sur le besoin d'ancrer ses luttes localement, pour ne pas s'en tenir à des formes de revendications parfois hors-sol.

Le troisième, c'est l'indignation face aux inégalités sociales grandissantes, à la précarité, aux injustices environnementales faisant infuser la nécessité de réponses émancipatrices et créatives à ces précarités multiples...

Le quatrième, c'est la situation présente et à venir du foncier en France. Dans les dix ans qui viennent, la moitié des agriculteurs français vont partir à la retraite, et ces départs vont remettre en jeu un grand nombre de terres (un quart du territoire). De la poursuite du productivisme agricole à l'invention d'autres égards pour le vivant, de la modernisation permanente à l'émergence massive de nouvelles pratiques paysannes, les usages qui seront faits de ces terres façonneront fortement le paysage social et écologique des décennies à venir.

De ces quatre enjeux découle une question centrale, qui constituera le cœur des rencontres de 2021 : Comment inventer des tactiques foncières, politiques et juridiques pour contrer l'accaparement des terres par le productivisme et organiser la vie autour de communs qui prennent en compte tous les êtres qui habitent un lieu ?

ENQUÊTES

.....

Afin de préparer ces rencontres, nous avons lancé, depuis juin 2019, un travail d'enquêtes participantes autour de trois axes : paysannerie/foncier, usages/protection, ville. Ces enquêtes partent d'exemples concrets de reprises de terres ou de dispositifs pour les protéger (lutttes institutionnelles, occupations, achats collectifs, installations paysannes). Elles tenteront de mieux comprendre le fonctionnement des institutions et des organismes en charge de la gestion foncière en France, d'interroger la diversité des milieux concernés et leurs enjeux écologiques propres (forêts, bocages, zones humides, rivières, plaines, etc.) mais également de cerner l'évolution de l'accaparement des terres par et pour le productivisme ainsi que les moyens d'y faire face.

Loin de la froideur descriptive, l'enquête s'autorise à redessiner les contours de ses sujets/objets d'étude, en solidarisant des expériences vécues isolément, en éclairant des tensions souterraines, ou en troublant les séparations et l'ordonnancement du visible et de l'invisible. L'enquête est conçue comme un processus, et non un mouvement vers une finalité définie au préalable. À rebours de l'observateur universitaire détaché de sa recherche, distinguant le « dedans » du « dehors », il s'agit ici d'embarquer les concerné-es sur un temps long, d'enquêter non pas « sur » mais « avec » elles. Les enquêtes sont pensées pour être les plus « autoportantes » possibles, c'est-à-dire que les fruits qu'elles feront naître puissent être appropriés/transformés et leurs graines replantées, comme une matière vivante – et non inerte.

RENCONTRES

.....

En croisant ces différentes enquêtes, les rencontres Reprise de terres cherchent à construire des connaissances communes, mais aussi à préciser et accompagner des problèmes et leurs lignes (de fracture, d'inimitié, de crête, de complicité). Elles visent à mettre en résonance différents horizons, regards, savoirs, pratiques, sensibilités et cultures politiques. Il s'agit ainsi de contribuer à construire des fronts et des modes d'attentions communs en destabilisant des catégories, en dénouant des

oppositions souvent trop binaires et figées pour concevoir des complémentarités tactiques et stratégiques, par exemple entre usages et protection des milieux de vie, entre des luttes de territoire visant l'auto-organisation et des combats qui se déroulent sur le terrain des politiques publiques et des institutions existantes. Les rencontres 2021 ont donc vocation à constituer un point d'étape dans ces enquêtes au long cours, à tracer des connexions, à créer un espace de transmission et d'élaboration de la pensée pour faciliter à long terme la réappropriation de terres par des collectifs, au sens large, qui désirent en prendre soin.

LE TEMPS LONG

Des empreintes aux traces

.....

Pour que ces rencontres participent pleinement à la constitution d'une mémoire des luttes et des brèches ouvertes, des résonances écrites et sonores (revue, podcasts) seront élaborées. Elles sont conçues à la fois comme chambre d'écho pour susciter des reprises de terres dans des collectifs élargis, mais aussi comme sédiments pour poursuivre les enquêtes et nourrir de prochaines rencontres et dialogues.

Et après ?

Nous inviterons les participant-es à penser ensemble la suite afin d'amplifier ce mouvement de réappropriation des terres et de défense d'espaces habités par d'autres vivants que nous.

20 AOÛT

10H

PLÉNIÈRE INTRODUCTIVE SUR LA DÉMARCHE ET LES 3 AXES.

Nous reviendrons sur la naissance du collectif qui a organisé les rencontres « Reprise de terres », ses intentions, la manière dont nous avons travaillé. Nous présenterons ensuite chaque axe thématique, et finiront par montrer les points de contact, de tension et les transversales qui existent entre ces axes et qui seront mis au travail durant la semaine. Ce temps servira aussi à mettre en place l'organisation concrète de la semaine (participation de toutes et tous aux différentes tâches, repas, horaires, lieux, temps libre, etc.)

Avec le collectif « reprise de terres ».



AXE

1



Reprise de terres agricoles.



PRISE DE TERRES – RETOUR HISTORIQUE

..... ..
Si l'on appelle à reprendre des terres aujourd'hui, c'est qu'*elles nous ont été enlevées*. Mais cette confiscation ne peut plus se réduire à la pure question de la propriété de la terre – qui la possède ? – elle se manifeste aussi et surtout par ses « usages », notamment les pratiques agricoles, et l'ensemble des acteurs qui les contraignent, dictent leurs moyens et leur orientation.

Nous proposons de lire la politique française de modernisation des années 1940 aux années 1970 comme un mouvement de *prise de terres*.

C'est d'abord l'État qui a orchestré le monopole d'accès à la terre aux acteurs qui étaient jugés suffisamment productifs. Nous héritons de ce moment historique. Cette époque qui a conduit à la disparition progressive des paysan·nes, jusqu'à ce qu'ils et elles ne représentent plus que 1,5 % de la population active, qui a conduit à la simplification radicale des paysages et des milieux, à l'appauvrissement des sols et aux cancers de nos proches.

Le premier processus de prise de terres correspond à la sélection de celles et ceux qui sont légitimes pour

occuper l'espace et l'utiliser. L'État en collaboration avec « la profession agricole » (Corporation, puis CNJA et la FNSEA) conditionne l'accès au sol au fait d'être suffisamment productif : ce sont les lois de 1960 et 1962, mettant en place le contrôle des structures et les SAFER.

C'est ensuite ce que l'on appelle le remembrement, qui, sous le régime de Vichy entame une véritable transformation physique et matérielle du territoire, qui s'étend sur des millions d'hectares : les parcelles sont agrandies, les haies sont supprimées. Processus accompagné par la révolution fourragère : c'est-à-dire le retournement par labour de prairies permanentes, soit pour les transformer en prairies semées pour lesquelles on achète les engrais et les semences à l'agro-industrie, soit en grandes cultures.

Enfin, le régime de Vichy créé en 1943 une commission des toxiques, instance qui autorisera après-guerre la mise sur le marché de centaines de biocides. Ce ne sont pas simplement les entreprises qui font du marketing auprès des agriculteurs : la chimisation du territoire est encadrée, accompagnée et impulsée par l'État. Les usages « moins productifs » sont écartés du territoire, tandis que d'autres en sont éradiqués – microbes et faune du sol, abeilles et autres invertébrés bienfaiteurs, plantes adventives, messicoles, flore et faune des haies, etc.

POINTS DE BLOCAGE

..... ..
La situation actuelle semble verrouillée par un certain nombre de contraintes qui font bloc entre elles. Les déplier serait trop long ici, mais nous renvoyons à l'excellent ouvrage de l'Atelier Paysan *Reprendre la terre à la machine*, qui décrit 7 points de blocage et leur cohérence dans le chapitre 2.

Tirons-en le noyau dur. À commencer par l'intégration de l'agriculture dans les accords de libre échange du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) puis de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) dans les années 90, parachevée par le traité de Lisbonne, qui impose la libre concurrence et tire les prix automatiquement vers le bas. Cette intégration s'articule avec la PAC. Sa mise en œuvre actuelle se résume aux primes à l'hectare favorisant l'agrandissement des exploitations et l'achat de grosses machines, indispensables pour de telles surfaces. La plupart des agriculteurs et agricultrices sont

soumis-es à ce régime économique sur lequel ils et elles ont peu de prise, ainsi qu'aux grandes firmes présentes sur toute la chaîne de production alimentaire: ils et elles s'endettent. La FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), syndicat majoritaire, joue son rôle d'unificateur du monde agricole en masquant les mécanismes d'exploitation manifeste. Les agriculteurs sont finalement amers et sur la défensives lorsque notre société fait porter la responsabilité des conséquences écologiques ou sanitaires des politiques productivistes aux individus qui n'en sont que les exécutants.

COMMENT FAIRE ?

La tenue des rencontres Reprise de terres, c'est la tentative de prendre le problème par sa source, celui du foncier, et de la terre. Qui détient la terre que cultivent les paysan-nes? Comment se transmet-elle? Quelles institutions et jeux de pouvoirs le permettent et l'empêchent? Quelles tactiques politiques, stratégies juridiques peuvent nous permettre de reprendre des terres? Prendre le problème en partant de la question de l'usage que nous faisons des terres agricoles, c'est se confronter à celui du départ massif des agriculteurs et agricultrices en retraite ces prochaines années (1 tiers d'ici 3 à 5 ans), et le nouer à celui de la dégradation inédite des milieux de vie. Comment répondre à ces deux enjeux sans ne jamais les séparer l'un de l'autre?

Par opposition stratégique, l'Atelier Paysan propose de s'attaquer au complexe agro-industriel par l'autre bout: la question de l'alimentation, et de sa socialisation.

Reprise de terres sera l'occasion de confronter différentes stratégies et leurs hypothèses, de décortiquer leurs limites et difficultés pour en ressortir renforcés: du mouvement «Les Soulèvements de la terre» qui appellent à l'action directe – occuper des terres contre des projets d'artificialisation, bloquer les industries du béton et des pesticides, tenter d'amorcer un rapport de force avec les institutions qui administrent le foncier – à la proposition de «sécurité sociale de l'alimentation», en passant par la tentative de faire passer une nouvelle loi foncière (Confédération paysanne) ou celle qu'opèrent des structures foncières telles que Terre de liens et Antidote en rachetant des fermes pour les sauvegarder.

Ces enjeux stratégiques ne recouvriront pas des questions plus localisées, affectant des processus de reprises de terres en cours: quels sont les moyens juridiques de pérenniser une lutte d'occupation de terres? Comment fonctionnent les SAFER ou encore le contrôle des structures, et par quel biais peut-on les modifier de l'intérieur? Comment marche la PAC et que peut-on attendre de la «Plateforme pour une autre PAC»? Comment les structures de portage foncier collectif mettent-elles en difficulté les filières agricoles et forestières? Comment peuvent-elles être porteuses d'un rapport de force avec ces filières et non des poches de milieux préservés? Que faire des milieux abîmés, des sols dégradés, au cours d'une installation agricole? Comment allier usages et préservation des espaces agricoles?

22 AOÛT

10H

[PLÉNIÈRE] À QUELLES PRISES DE TERRE FAIT-ON FACE? QUELLES STRATÉGIES SONT À L'ŒUVRE POUR REPRENDRE DES TERRES À L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ?

Cette plénière introduira les analyses et constats dressés par le collectif Atelier Paysan et parus ce printemps dans l'excellent ouvrage *Reprendre la terre à la machine*. Quels sont les points de blocages qui verrouillent toute transformation significative du modèle agricole européen actuel? Pourquoi les «alternatives», les AMAP, le bio, sont-elles terriblement insuffisantes? Quelles stratégies peut-on dressées à présent pour retrouver une diversité paysanne en mesure de nous nourrir convenablement?

Avec: Atelier Paysan, la Coalition Loi Foncière, des personnes participantes au mouvement les soulèvements de la terre.

20 AOÛT

15H

[ATELIER] HISTOIRE POPULAIRE DES LUTTES FONCIÈRES EN FRANCE AU XX^e SIÈCLE, FRISES HISTORIQUE ET POLITIQUE .

Des enclosures à aujourd'hui, des paysannes et des paysans n'ont cessé de lutter face aux accapareurs de terre. Qu'en fut-il en France depuis 1945? Peut-on se ré-approprié cette histoire? Pourquoi ces mobi-

lisations ont-elles eu lieu ? Quelles ont été leurs méthodes de lutte ? Comment en hériter aujourd'hui ?
Forme: formation-transmission-arpentage
Avec: Léandre Mandard, Céline Pessis, Alexandra Picot, Christophe Bonneuil.

20 AOÛT **15h**
[ATELIER] ÉTAT DES LIEUX DES MONDES AGRICOLES : ÉTAT SOCIAL DE L'AGRICULTURE.

L'idée de cet atelier, le premier jour de ces rencontres, est tout d'abord d'établir un état des lieux le plus objectif possible sur la situation sociale, sociologique, socio-psychologique, économique, territoriale et foncière du monde agricole et paysan, pour ensuite approfondir la question du renouvellement des actifs agricoles. Nous parlons de reprise de terres agricoles et la moitié des agricultrices et des agriculteurs partira à la retraite dans les 15 ou 20 ans. Ce sont plusieurs centaines de milliers d'hectares qui vont changer de mains ... qui sera là pour les reprendre ? Pour quels modèles de société ? Pour quelles agricultures ? Comment susciter les vocations ?

Forme: semi-plénière.
Avec: Yannick Sencébé, Solidarité Paysan Bretagne.

21 AOÛT **15h**
[ATELIER] LA GRANDE SAGA DE LA RÉGULATION FONCIÈRE À LA FRANÇAISE.

Beaucoup des défenseurs de la terre et des paysans ont entendu parler de la régulation foncière et des SAFER, un peu moins du statut du fermage et du SDREA. Quoi qu'il en soit, les politiques foncières françaises et agricoles européennes nous paraissent opaques et inextricables, ce qui ne facilite pas les luttes pour les droits des paysan-nes et le partage de la terre. Pourtant leurs objectifs et leurs effets ambigus méritent que l'on s'y arrête. Ces politiques ont été, tout à la fois, les vecteurs terribles de la modernisation agricole destructrice de la vie dans les campagnes et la source de l'émancipation paysanne vis-à-vis des familles traditionnelles et de la propriété foncière. Impossible de construire nos luttes sans comprendre cette histoire et les déjà-là émancipateurs qu'elle a malgré tout produit. L'atelier se propose de

vous conter la grande saga de la régulation foncière à la française et le combat récent pour instituer un droit foncier émancipateur et protecteur. Une bonne occasion d'enfin comprendre les outils des politiques foncières et agricoles, leurs échecs et leurs potentialités en s'appuyant sur des exemples concrets.

Forme: 1^{er} temps: présentation magistrale-formation; 2^e temps: illustrations à partir de cas concrets.
Avec: Leo Coutellec (GFA champ libre de Malain), Alain Gueringer, Tanguy Martin, Mathieu Courgeau, Robert Lévesque (AGTER), Morgan Ody et Cécile Muret (Confédération Paysanne), Cécile Claveirole.

21 AOÛT **15h**
[ATELIER] PANORAMA DES STRATÉGIES DE REPRISE DE TERRES.

Cet atelier a pour but de proposer un temps de réflexion collective sans objectif immédiat autour des différentes stratégies existantes qui cherchent à remettre la main sur le foncier. Ces stratégies ainsi que leurs porteur-euses ont pu être identifiées suite aux enquêtes réalisées sur ce thème ainsi qu'aux rencontres et aux discussions qui ont pu se produire dans le cadre de Reprise de terres et alentours. Ce temps est pensé comme une succursale de dynamiques activistes comme Les soulèvements de la terre, où nous avons pu voir s'esquisser des débats durant le weekend de lancement en janvier qui n'ont pas pu avoir lieu en raison de la priorité qui était donnée à l'organisation des événements et des actions. Nous vous proposons de constituer un des lieux où ces débats pourront émerger, trouver le temps de se développer, et être mis en mémoire. L'idée est ensuite que les conclusions ou éléments principaux ressortant de cet atelier soient transmis à l'assemblée participant à Reprise de terres, au cours de la plénière matinale sur l'axe agricole, qui se tiendra le 22 août.

Forme: brainstorming collectif-réflexion
Avec: des camarades de la ZAD participants aux Soulèvements de la terre, Morgane de la Confédération Paysanne 44, Jean Claude Balbot (pour la sécurité sociale alimentaire), Léna Balaud & Antoine Chopot, Fabrice Clerc et Hugo Persillet, un membre du réseau INPACT.

[ATELIER] RACHAT COLLECTIF DE TERRES ET DE FORÊTS : QUEL POTENTIEL POLITIQUE ?

Afin de sauver des terres de la prédation industrielle (plantation d'arbres ou agriculture intensive), un certain nombre de groupes se sont formés en utilisant des structures de portage foncier (type Groupement Foncier Agricole, SCIC, Groupement Forestier ou l'outil « fonds de dotation ») : nous les réunissons autour de cette question : comment ces structures peuvent-elles être porteuses d'un rapport de force avec les filières agricoles et forestières et non des poches de milieux préservés ? D'une part, on ne parvient pas à racheter suffisamment de fermes, de forêts, vis-à-vis de l'avancée de l'industrie, d'autre part, on se rend compte que c'est l'imaginaire infusé à travers ces pratiques agricoles et forestières autres, qui semble faire peur aux filières qui nous font face. L'idée de cet atelier est d'éclaircir les manières concrètes qu'ont les différents groupes pour propager leur influence localement ainsi que leurs difficultés afin de partager tactiques et stratégies.

Forme : atelier de travail avec les collectifs invités.

Avec : Forêts en vie (fond de dotation du Réseau pour les Alternatives Forestières), le chat sauvage (groupe forestier dans le Morvan), Terre de liens, Antidote, GFA de Malin, SCIC Passeur de terre, La terre en commun, Abracadabois, ASPAS, jeune groupement forestier en formation (Pyrénées), Recrue d'essences.

[ATELIER] OFFENSIVES JURIDIQUES & DROITS TERRESTRES.

Comme l'énonçaient Haraway et Stengers (2010) pour les sciences, le droit est peut-être, lui aussi, une « affaire trop sérieuse pour être laissées aux seuls spécialistes ». Ne pas « laisser le droit aux juristes » pour paraphraser Stengers, pourrait permettre d'envisager « un droit vivable », un droit dont on s'empare et dont nous sommes les acteur-ices. Corvée ou outil froid de « l'ennemi », le recours au droit est immanquablement discrédité pour sa supposée compromission face à un État qui l'utilise pour protéger les intérêts des plus



privilegiés. Pourtant, les groupes de luttes juridiques auto-constitués élucubrent des recours inédits, débussent des arguments oubliés, échafaudent des raisonnements explosifs, croisent des typologies de droits, traquent les angles morts, édifient des fictions ridiculisant la portée normative et totalisante du droit, parfois même fomentent des blagues faisant tourner en rond les institutions. Bref, s'y invente, dans un cadre collectif autogéré, un droit qui déplace et dépasse les cases, les logiques et les raisonnements figés, loin des carcans rigides et ennuyeux. L'enjeu de cet atelier sera d'inventer ensemble un espace-temps visant à dépasser un rapport au droit subi, à s'en emparer comme territoire d'expérimentation, en liant autoformation et élaboration pratique d'offensives juridiques. Il s'inscrira dans une visée plus large consistant à tisser/réactiver des alliances pérennes entre des terrains et cultures de lutte diverses et à rendre les outils juridiques de contre offensive foncière, et leur compréhension, plus accessibles pour soutenir les luttes territoriales actuelles et futures.

Format : atelier de travail inter-lutte avec auditeur-ices possibles (30 personnes maximum).

Avec : Isabelle Stengers, Serge Gutwirth, une habitante de la ZAD de Notre-dame-des-Landes, des usagères des Lentillères, un habitant des alentours de Bure.

[ATELIER] ACCAPAREMENT 2.0 : DYNAMIQUES DE SOCIÉTARISATION ET DE FINANCIARISATION DE L'AGRICULTURE.

Nos désirs et nos stratégies de « reprise de terres » doivent se penser au regard des conditions objectives que nous avons à affronter. Prendre la terre, oui mais à qui et pourquoi ?

Répondre à cette question nécessite d'analyser l'actuelle répartition et gestion du foncier ainsi que les tendances qui s'y dégagent et dessinent déjà l'espace rural des décennies à venir. Dans un récent rapport l'INSEE annonçait que dans le monde 1% des exploitations agricoles concentraient 70% des terres cultivables. En Europe ce sont 3% des entreprises qui possèdent plus de la moitié des terres. La tendance mondiale est donc nettement à la concen-

tration du foncier, et la France n'échappe pas à ce phénomène. Mais quelles formes prend concrètement cet accaparement ? Quelles sont les stratégies capitalistes de prise de terre aujourd'hui ?

Pour répondre à ces questions nous présenterons les nouvelles formes juridiques des exploitations agricoles qui permettent le développement d'une agriculture de firme passé du modèle familial à celui de l'entreprise. Ainsi nous verrons comment la finance et l'agro-industrie bouleversent le monde agricole et occupe toujours plus de terrain.

Forme : formation magistrale suivie d'une discussion.

Avec : Tanguy Martin.

24 AOÛT

15H

[ATELIER] REGARD SUR LA SAISON 1 DES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

Au lendemain de cet atelier, s'ouvriront 3 jours « d'interlude » des Soulèvements de la terre, durant lesquels il s'agira de dresser collectivement un bilan de la saison 1 et d'y élaborer la saison 2. La saison 1 a fait le pari d'une campagne nationale de soutien, de coordination et de mise en réseau de luttes locales de défense des terres : nous nous demanderons comment la médiatisation et l'organisation à l'échelle nationale a impacté ces luttes localement. Cet atelier pourra venir en aide à la préparation du bilan lors de l'interlude, puisqu'il entend interroger les membres des luttes locales afin de mettre en avant les réussites comme les points plus défaillants de la campagne, en vue d'en tirer des conclusions pour la suite du mouvement. Nous récolterons les retours d'un point de vue local et paysan ; et les réponses aux questions transversales adressées aux groupes locaux.

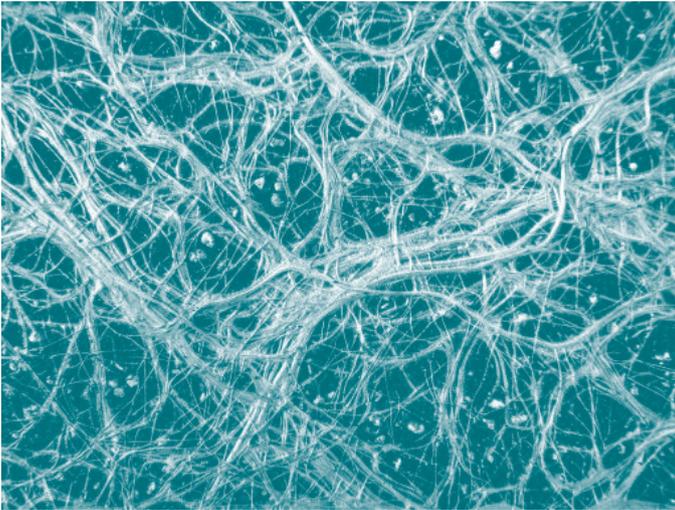
Forme : retour d'expériences de groupes en lutte et ouverture de la discussion.

Avec : des représentant-es de chaque lutte, Les Vaïtes (Besançon), la Prévalaye (Rennes), La lutte des suc (Haute-Loire), Saint-Colomban (44), Saclay, Gonesse (région parisienne).

AXE



Entre usage et protection,
la déprise de terres ?



Les modalités dominantes du rapport à la nature et au vivant en France hexagonale s'appuient encore largement sur un imaginaire dualiste : des espaces à exploiter, et des espaces à préserver. La défense du monde vivant se trouve alors confinée aux sphères administratives et scientifiques, produisant parfois l'impression d'une gestion bureaucratique et déconnectée des territoires. De l'autre côté, il s'agirait avant tout de « reconnecter les humains avec la nature », pour qu'ils en fassent à nouveau « l'expérience », notamment pour les habitant-es des villes.

Cet axe d'enquête et de réflexion travaille à décrire les initiatives qui prennent place en dehors de ce cadre dualiste. Comment inventer des tactiques foncières, politiques et juridiques pour contrer l'accaparement des terres par l'industrie productiviste, la destruction des habitats et des connexions entre eux, et organiser la vie autour de communs qui ne soient pas seulement conçus par et pour les humains, mais qui prennent en compte tous les êtres qui font et habitent les lieux ? Nous menons un travail de recherche sur une diversité d'initiatives qui se donnent pour tâche de « rendre » des terres à la nature – des déprises de terres – à travers différents projets de ré-ensauvagement, de restauration écologique ou de libre évolution.

La défense du monde sauvage est aujourd'hui un champ de bataille. Pour en saisir pleinement les contours et les devenir, sa visée ne doit pas être vue comme seulement « environnementaliste », préoccupée avant tout par

le sort et la protection des vivants non-humains. Il faut accepter ceci : elle est un projet politique et conflictuel, prenant nécessairement place dans un tissu social en tension.

Le réensauvagement et la mise en « libre évolution » des écosystèmes proposent une alternative radicale à la gestion dualiste du vivant : c'est une vision de confiance dans ce que peut faire le tissu des vivants dès lors qu'il est rendu à sa spontanéité. Ce projet s'incarne aussi bien dans des initiatives associatives – comme celles de l'Association de Protection des Animaux Sauvages (ASPAS), de Rewilding Europe, de l'association Francis Hallé, ou des Conservatoires d'Espaces Naturels – que dans des initiatives publiques – comme celles des Réserves Biologiques Intégrales (RBI).

Mais selon certain-es l'actuel engouement pour cette nouvelle approche du vivant, lié notamment à l'acquisition médiatique et spectaculaire du domaine de Valfanjouse en 2019 par l'ASPAS (500 hectares dans le Vercors), pourrait tout aussi bien se retourner en précipitation aveugle, c'est-à-dire en utopie inattentive, ignorant certains problèmes sociaux fondamentaux (voir par exemple B. Zitouni, « Le rêve d'une Europe réensauvagée »). En effet, ces projets suscitent tout autant de questionnements, voire d'inquiétudes, de la part de certaines personnes et groupes sociaux, notamment dans les milieux dits « ruraux ». C'est par exemple la crainte d'une nouvelle mainmise « écolo » sur le foncier agricole, et la crainte d'un rejet de tout usage paysan des territoires (via l'interdiction de la pâture, de la fauche, etc., notamment dans les milieux de montagne). À cette menace d'une « mainmise » des classes urbaines sur les territoires provinciaux est opposée notamment la supériorité des pratiques paysannes pour la conservation de la biodiversité, comme l'a fait la Confédération paysanne dans une charge contre « l'idéologie du réensauvagement » (cf. leur « Motion contre le réensauvagement »).

Ce désaccord se nourrit et se renforce parfois de caricatures réciproques, alors dressées l'une contre l'autre. Ainsi la figure de « l'urbain-e écolo » plaidant pour une nature sauvage qu'il fantasme sans la fréquenter. Ou celle de la paysanne ou du forestier ruraux farouchement opposé-e à l'idée de partager ses terres et pâtures avec d'autres vivants jugés « nuisibles » (parce qu'ils occasionnent des dommages aux cultures : sangliers, cerfs et chevreuils) ou qu'ils prédatent le bétail (loups, ours, lynx).

Les différents rapports à la nature que portent ces acteurs-ices tendent en réalité à se cristalliser autour d'une mise en concurrence de l'accès au foncier, et ce alors même que l'industrie forestière et agricole, l'artificialisation des sols, et l'urbanisation n'ont de cesse de gagner du terrain. Nous faisons le pari que sous cette adversité se trament en réalité des continuités et des interdépendances; que des visions politiques, écologiques et stratégiques peuvent être partagées quant aux moyens de lutte, de subsistance et d'épanouissement humains (reprise de terres, installations collectives, fermes, production de nourriture, de bois d'œuvre et de chauffe, agroécologie, etc.), et autres qu'humains (zone de libre évolution où le vivant sauvage peut évoluer sans entrave et développer ses propres stratégies de vie). Un des enjeux des enquêtes que nous menons est de décrire et de déplier les usages, différenciés mais coexistants, qui permettent de maintenir ces autonomies, et de comprendre comment articuler localement la défense du vivant avec d'autres façons d'habiter le monde respectueuses de la nature, notamment celles visant à nous nourrir et à répondre à nos besoins de base.

À l'initiative des communes et de leurs habitant-es, le Parc naturel régional des Vosges du Nord a créé un réseau de « sanctuaires » de nature spontanée. En Haute-Savoie, l'association Forêt Vivante a créé un groupement forestier pour acquérir collectivement des forêts et y développer conjointement sylviculture douce et « réservoirs de biodiversité ». Dans le Livradois, au cœur du Massif central, l'association Recrue d'essences s'organise collectivement pour l'acquisition et la gestion de parcelles forestières, selon une intervention « respectueuse, locale et durable », ou sans activités humaines selon le type de parcelle. Dans le type de cohabitation qui les constitue, ces lieux ancrent une conscience pratique des liens d'interdépendance entre les humains et les autres vivants. La manière dont ils ont fait le choix de conserver l'autonomie de ces derniers engage une politique du vivant à se dessiner. C'est elle que nous voulons suivre et alimenter.

En quoi consisterait une approche convivialiste ou communautaire du réensauvagement? Comment expérimenter les espaces de protection du vivant comme autant de nouveaux espaces démocratiques, basés sur

l'association, la délibération, l'entraide, la subsidiarité, l'inclusivité et la décroissance? Comment peuvent-ils être solidaires de la mise en place d'une économie biorégionale paysan-ne, maraîchère et forestière, et non se poser en antagonisme? Si la question de la « participation » à la conservation de la nature gagne aujourd'hui en popularité, notre recherche entend porter plus loin les expériences européennes et françaises actuelles de réensauvagement (ASPAS, Rewilding Europe, RBI, CEN, etc.) en les faisant exister « par le bas », co-construites directement avec les habitant-es, dans une visée de transformation sociale profonde, à l'échelle communale des territoires.

Il s'agit alors de reprendre des terres vouées à la marchandisation, et d'en dépendre une partie en la déshabitant. Extraire ces terres des pratiques et pensées dualistes permet la création de « communs multispécifiques » – reconnaissant que les humains ne sont pas les seuls habitants et usagers de l'eau, de l'air, des sols, des habitats, et que des dynamiques sauvages fondent les milieux qu'ils habitent et traversent – où se fortifient les alliances entre vivants, sauvages ou non. Des reprises de terres depuis des initiatives habitantes nous apparaissent ainsi primordiales, en ce qu'elles permettent de considérer les différents enjeux – fonciers, philosophiques, de subsistance – depuis les lieux-mêmes où ils prennent racine. Ces espaces sauvages choisis et repris par le bas ne sont ni surprotégés, ni délaissés, mais promettent de constituer une vivification des milieux allié à la vivification d'une vie politique locale.

21 AOÛT

10H

[PLÉNIÈRE] ENTRE SURPROTÉGER ET DÉLAISSER : LAISSER DE L'ESPACE POUR DU SAUVAGE CHOISI PAR EN BAS.

Après une introduction aux enjeux de l'axe, quatre intervenant-es présenteront différentes facettes du sauvage. Il s'agira de remettre à plat les concepts et les visions: de quoi parle-t-on au juste, lorsque l'on parle de sauvage, de réensauvagement, de libre évolution et de confiance dans les dynamiques du vivant?

1. Retours du sauvage. Laurent Godet interviendra sur la question du sauvage lui-même, depuis des exemples de réensauvagement spontanés (castors, loutres, loups, chacals dorés, etc.). L'enjeu sera de montrer les capacités d'explosion du sauvage quand il existe un relâchement des pressions anthropiques (volontaire ou non).

2. L'hospitalité active. Peut-on et comment favoriser la présence du vivant sauvage sur la ferme? Une ferme est-elle seulement « produite » par les paysans? Un « paysan naturaliste » nous exposera les pratiques concrètes et les dispositifs d'accueil du sauvage mis en place sur son lieu de travail et de vie, et le projet de l'association « Paysans de nature ».

3. Resituer les pratiques agricoles dans les écosystèmes sauvages. Un paysan ayant participé à la réintroduction des vautours avec un dispositif de placettes d'équarrissage viendra nous parler de son expérience.

4. Assumer les renoncements. Qu'est-ce qui motive un forestier de ne pas exploiter tout son bois? Comment et pourquoi penser des réserves? Nous reviendrons sur la décision de laisser 25% en libre évolution dans les forêts du Réseau des alternatives forestières. Et l'Association de protection des animaux sauvages nous présentera les enjeux spécifiques à leur projet de « Réserves de vie sauvage ».

Forme: Table-ronde et discussion.

Nombre: sans limite.

Avec (à confirmer) : Laurent Godet, Paysans de nature, ASPAS, RAF.

20 AOÛT

15h

[ATELIER] ÉCOLOGIES DE LA LIBRE ÉVOLUTION

La « libre évolution » des écosystèmes est aujourd'hui présentée comme une nouvelle manière de prendre soin du tissu des vivants et de leur autonomie, par leur réensauvagement spontané ou via quelques coups de pouces, au-delà d'une approche centrée sur la gestion des milieux et le ménagement de certaines espèces en voie d'extinction plus ou moins rapide. Mais qu'est-ce que, concrètement, une zone laissée en « libre évolution »? Quels sont les effets bénéfiques visibles, à court, moyen et long terme,

sur les dynamiques d'une forêt ou d'une rivière, et sur les milieux qui les entourent? En quoi est-elle complémentaire ou en contradiction avec d'autres formes de « gestion des écosystèmes »? Au-delà de cette dimension écologique première, il paraît également incontournable de se questionner sur l'histoire de la mise en place de ce genre de zones: comment se passe-t-elle d'un point de vue administratif, foncier, financier et juridique? Comment un tel projet s'intègre-t-il dans le voisinage, dans le tissu local humain et sa géopolitique particulière? Quelles sont les tensions possibles avec d'autres usages déjà là, notamment paysans et forestiers, façonnant depuis des siècles les milieux? En partant de récits, nous essaierons de tenir ensemble l'histoire des lieux du point de vue des autres qu'humains et du point de vue des humains (ceux qui portent ces projets autant que ceux qui habitent ses abords).

Forme: récit, discussion

Nombre: sans limite

Avec (à confirmer) : Un-e membre de l'ASPAS, Baptiste Morizot, Lydie Doisy (Coordinatrice du Programme Régional d'Espaces en Libre Évolution – PRELE – au CEN Normandie), Christophe Morantin (Confédération paysanne Drôme), Philippe Falbet (Forêts préservées, fonds pour des forêts en évolution naturelle).

21 AOÛT

15h

[ATELIER] CRITIQUE DÉCOLONIALE DE LA CONSERVATION.

Pendant longtemps, la fascination pour la nature sauvage et les politiques mises en œuvre pour la protéger n'ont pas véritablement tenu compte des populations autochtones et de la façon dont celles-ci pouvaient être affectées par les projets de conservation. Il aura fallu attendre le début des années 1970/80 pour que la conservation, notamment sous l'effet de critiques venues des Sud, amorce un timide tournant décolonial. Quarante ans après, la situation s'est en quelque sorte inversée; les productions académiques dénonçant le colonialisme vert se multiplient et de nombreuses initiatives de réensauvagement, y compris en France, sont accusées de néocolonialisme.

À la partition de la Terre entre zones hyper-exploitées et zones hyper-protégées, il faudrait opposer l'image d'une planète-jardin, habitée et cultivée au profit de tous en dehors de toute ségrégation spatiale. Mais la légitime critique des violences coloniales et néo-coloniales perpétrées au nom de la protection de la nature s'oppose-telle réellement à la volonté de préserver la part sauvage du monde?

Forme: interventions puis discussion ouverte.

Nombre: sans limite.

Avec (à confirmer): Virginie Maris, des membres de l'organisation Survival International, des membres des APAC (Aires du patrimoine autochtone et communautaire).

22 AOÛT

7H-9H30

[ATELIER] ZONES HUMIDES, CAROTTAGE & BOTANIQUE.

Des berges de rivières ou de fleuves aux zones côtières en passant par les tourbières, les marais ou les lacs, les zones humides sont des milieux à la fois foisonnants et délicats, dont découlent des enjeux de protection spécifiques et particulièrement importants pour l'eau et les vivants. L'histoire de leurs rapports avec les sociétés humaines des latitudes « occidentales », pour des questions d'usages agricoles, d'habitat ou de santé, est complexe et souvent conflictuelle.

Asséchées, drainées, assainies, aménagées, les zones humides ont été l'objet des assauts répétés de toutes les modernisations. Ainsi, en France, entre 1960 et 1990, la moitié d'entre elles ont disparu. Restituer leurs fonctions écologiques à des terres drainées par la céréaliculture industrielle et y faire pâturer des brebis, voilà qui pourrait constituer un chemin fécond pour des reprises de terres... Mais pour réapprendre à faire une place à ces lieux modelés par l'eau, il faut déjà savoir les reconnaître et apprendre à marcher, au milieu des carex, sur les nappes affleurantes.

Tarière en main et flore en poche, nous nous proposons d'arpenter les marécages alentours pour enfin savoir à quoi ressemble un sol « hydromorphe » où ne poussent que des plantes « hygrophiles ».

Forme: atelier pratique, balade.

Nombre: 20 personnes.

22 AOÛT

15H

[ATELIER] VERS UNE CONCEPTION ÉCOLOGIQUE DE LA SANTÉ – RÉENSAUVAGEMENT ET SANTÉ.

La pandémie de COVID 19 a été la scène du déploiement de la conception sanitaire et biosécuritaire des émergences infectieuses et de la perpétuation du solutionnisme technoscientifique, à travers d'une part l'approche autoritaire de gestion de crise et d'autre part, la course à la découverte vaccinale. Face à ces approches réactives et court-termistes issues de la préparation aux crises et à ce qui peut être qualifiée d'approche « anti-biotique » des émergences (De Vaux), nous souhaiterions explorer une conception proactive et écologique des émergences. Non seulement en réaffirmant l'implication majeure de l'homogénéisation des écosystèmes et de la destruction des habitats dans les émergences actuelles, mais également la nécessité d'une conception évolutive et écologique des déséquilibres en cours.

Dans les suites d'une ère médicale centrée sur l'approche microbienne et l'hygiénisme, cette irruption du virus dans nos vies pourrait être l'occasion d'une mise en lumière d'un « tournant microbien » (Brives C & Zimmer A): affirmant la nature profondément relationnelle et systémique de nos modes d'existence avec le reste du vivant et invitant au déploiement d'une éthique du « vivre avec ». Les approches socioécosystémiques appliquées à la santé mettent en avant le rôle essentiel de la biodiversité et des interdépendances/relations sur la santé, et appellent à des « réensauvagements » en santé: réensauvagement externe avec l'importance de la préservation de la biodiversité de nos milieux de vie (biodiversité sauvage, domestique, et culturelle et reconstitution de chaînes trophiques complètes/prédateurs) et réensauvagement interne avec les découvertes récentes de l'implication majeure du microbiote et des phénomènes symbiotiques en matière de santé. (« reworm and rewolf ») (J. Lorimer). Cet atelier sera ainsi l'occasion d'envisager le réensauvagement à l'aune de ses effets potentiels en santé humaine, en santé non humaine et en santé des écosystèmes, et de mieux définir ce que pourrait être une approche écologique et communautaire multispécifique de la santé.

Forme: table ronde-transmission.

Nombre: sans limite.

Avec (à confirmer): Alexis Zimmer, Charlotte Brives, Fred Lagarde (laboratoire Le champ des possibles), Janina Kehr et Léo Coutellec.

22 AOÛT

15H

[ATELIER] REPRENDRE POUR DÉPRENDRE.

La dynamique d'occupation de lieux à défendre contre des projets d'infrastructures destructeurs avec les ZAD a pu ici et là se transformer en une véritable habitation et une implication locale. C'est bien la lutte et la richesse des relations qu'elle peut créer qui auront contribué à la réussite de ces installations, parfois durables. En un sens, c'est l'hypothèse ZAD qui a jusque-là pris en charge la dimension d'attachement au milieu et au non-humain dans les luttes écologistes. Or, nous constatons que les relations mises en avant dans ces zones à défendre ne sont pas d'abord de l'ordre de la conservation du sauvage (souvent rejetée), mais plutôt de l'ordre d'un usage des terres qui rend autonome: elles incarnent une nouvelle forme de «paysannerie politique». Mais dès lors que l'on ne peut se satisfaire de seulement reprendre et défendre des lieux anthropisés pour installer nos projets paysans, comment redonner une large place à une nature spontanée – qui repart spontanément selon ses propres directions et desseins – dans nos luttes contre l'intoxication du monde et pour la réhabilitation du monde? Après avoir «habité pour lutter» (ZAD), le temps n'est-il pas venu d'apprendre à lutter pour ne pas tout réhabiliter, comme le veut le réensauvagement? Comment introduire les autres qu'humains comme bénéficiaires des luttes? L'objectif final de cet atelier serait de penser une action à proposer à la campagne des Soulèvements de la Terre (saison 3 à venir), notamment sur le réensauvagement des rivières et l'effacement des barrages inutiles.

Forme: atelier de réflexion, mise en place d'un groupe de guerilla rewilding.

Nombre: 30 personnes.

Avec (à confirmer): un membre de Dam Removal.

23 AOÛT

7H-9H30

[ATELIER] ENCLENCHER LES DYNAMIQUES DU SAUVAGE.

«Zones d'Ensauvagement Différé. Notre intention est claire: nous n'allons pas nous-mêmes planter des arbres pour faire nos haies (ou pas toujours). Nous allons les laisser être semées: par les merles, moineaux, geais, rouges-gorges, tourterelles, pies...». Léna Balaud et Antoine Chopot, *Nous ne sommes pas seuls* («La stratégie du piquet»).

Soit une vieille haie bocagère, qui a échappé à la fatalité du tarmac. Soit une haie en devenir, qui ne demande qu'à mailler l'avenir de la prairie. Comment envisager des passerelles de l'une à l'autre et ainsi profiter de la vitalité de la première pour nourrir l'élan de la seconde? Comment imaginer une manière de faire pousser des haies sans les planter, mais les laissant se semer? Autrement dit, comment faire confiance et enclencher les dynamiques autonomes du sauvage plutôt que de continuer à croire qu'il nous faut forcément nous y substituer? C'est sur cette mutation de l'agir, depuis l'interventionnisme vers des gestes d'amorçage, que nous voulons enquêter ici.

En essayant d'abord de comprendre la structure de la vieille haie, à commencer par les plantes qui y poussent et leurs modes de dissémination (oiseaux, animaux terrestres, vents, humains, eau, gravité). Puis, nous essaierons d'imaginer des dispositifs, sous la forme de coups de pouce, pour favoriser la dissémination des graines vers l'emplacement de la nouvelle haie. Des piquets, pour les passereaux frugivores. Des mailles, pour attraper les semis du vent. Des sentes, pour des fourrures passeuses de graines. Et pourquoi pas des écriteaux, pour changer aussi en disséminateurs les humains de passage.

Forme: balade-discussion-atelier pratique (amenez vos flores).

Nombre: 30 personnes.

23 AOÛT

15H

[ATELIER] POUR UNE DÉFENSE DU MONDE SAUVAGE BASÉE SUR DES COMMUNAUTÉS HABITANTES.

Entre les combats paysans, forestiers, fonciers, et la défense d'un réensauvagement des milieux de vie, il

y a une tension féconde, mais il n'y a pas d'inimitiés possibles, surtout dans la situation de minorités où les uns et les autres se trouvent placés. C'est finalement une même visée partagée d'une subsistance sans croissance matérielle et spatiale infinie qui peut rassembler, guidée par la boussole de l'auto-limitation (de nos empreintes, de nos présences, de nos constructions), contre «l'insuffisance extensive», qui dévore toujours plus de terres. Nous voulons contribuer à rouvrir l'imaginaire qui enserme aujourd'hui la protection de la nature, en cherchant les moyens concrets d'une reprise en charge des enjeux et des actions de préservation des rivières et des forêts par les habitant-es eux-mêmes. Comment la contribution «citoyenne» peut-elle aller au-delà du seul financement participatif des projets de réensauvagement (crowdfunding), et conduire à une réelle implication située, qui change la vie et les perceptions des participant-es ? La crise écologique naît d'une crise de nos liens aux vivants, ce qui commande une implication forte dans les choix d'orientation des politiques de conservation, dans les choix des espaces/lieux concernés par le réensauvagement et dans leur modalité d'existence (suivant un principe de subsidiarité et la plus grande inclusivité sociale possible). C'est ainsi un lien sensible et social, une relation, qui peuvent être réparés et réensauvagés, et non seulement un écosystème. Seul un travail patient de mise en place de méthodes d'inclusivité – rencontres publiques ou personnelles, enquêtes sur les besoins économiques et sociaux, compréhension des attachements sensibles et personnels – semble pouvoir arriver à défaire l'image durable, néfaste et contre-productive des «expert-es» ou «écologues urbains» qui «arrivent de l'extérieur» avec leur vision toute faite. Le réensauvagement est pour nous un projet non seulement écologique mais vigoureusement démocratique, diplomatique, émancipateur et convivialiste, mûr dès lors qu'il réfléchit à la déontologie de la mise en œuvre de ses projets.

Forme: forum ouvert.

Nombre: sans limite.

Avec (à confirmer): Abrakadobois, APAC, ASPAS, Forêts sauvages, Confédération paysanne, RAF, Recrue d'es-

sences, Forêts vivantes, Chat Sauvage, habitant-es du plateau de Millevaches, Christophe Pierre, Baptiste Morizot.

23 AOÛT

15H

[ATELIER] LE PARTAGE DES EAUX.

Le devenir de nos sociétés, de nos modes d'habiter et de nos manières de trouver subsistance sont liés aux devenirs de l'eau. Or, il n'y a pas que des lignes imaginaires ou géographiques qui partagent les eaux. Comme tout élément naturel ou presque, l'eau est à la fois l'objet et le carrefour d'un fourmillement de rapports de pouvoir, de marchandisations, de règles administratives, d'étiquetages juridiques, de conflits de police, de controverses scientifiques et de débats politiques.

Pour commencer, il est nécessaire d'y voir plus clair dans ce troublement des eaux. Dans ce but, nous serons accompagné-es par quelques personnes compétentes et passionnées qui nous aideront à orienter nos pas sur le chemin de la réappropriation. Quelles sont les dynamiques propres à l'eau et aux milieux qui lui sont associés ? Qui décide de son partage, de la priorité de ses usages ? Que peut-on y changer ? Pour ne pas nous éloigner du concret, nous situerons d'abord ces questionnements autour de la ZAD de NDDL.

Afin de mieux savoir comment soustraire l'eau à l'emprise des experts et des puissants, nos discussions seront également nourries par divers-es habitant-es et usager-ères qui tentent actuellement de recomposer des rapports vivants à l'eau sous ses formes variables (rivières, marais, milieux humides, littoraux, etc.) et aux échelles entrelacées des bassins versants. Quelles luttes liées à l'eau ont cours actuellement ? De quelle manière la place de l'eau dans ces luttes déterminent une transformation du rapport au vivant, au territoire, au commun ? Quelle place pour une redéfinition des usages et des non-usages ? Comment chacun-e pourrait, à partir de chez soi, s'inspirer de ces nouvelles formes d'attention à l'eau ?

Forme: transmission de savoirs autour de l'eau et des luttes pour sa réappropriation.

Nombre: sans limite.

Avec différents collectifs territoriaux.
Cet atelier est jumelé avec la journée sur l'eau qui se tiendra dans le cadre de l'université des mouvements sociaux et des solidarités.

23 AOÛT

21H

[ATELIER] DÉBAT MOUVANT SUR LA SÉMANTIQUE DE LA PROTECTION/LIBRE ÉVOLUTION.

Libre évolution ? Évolution naturelle ? Pleine naturalité ? Féralité ? Réensauvagement ? Défense du monde vivant ? Respect de la part sauvage du monde ? Communs multispécifiques ? Depuis la multiplicité des mots du monde de la conservation et de l'attention au vivant, comment choisir et fabriquer au mieux les concepts dont nous avons besoin ? Comment faire émerger le commun sous des mots parfois clivants ? Nous utiliserons la technique du « débat mouvant » pour questionner la sémantique de la protection : à vos suggestions, arguments et punchlines !

Forme : débat mouvant.

Avec : Rémi Beau, Baptiste Morizot, Virginie Maris.

24 AOÛT

7H-9H30

[ATELIER] FRICHES, ENFRICHEMENT ET FÉRALITÉ. QUELLES POSITIVITÉS DU POINT DE VUE ÉCOLOGIQUE ?

Que ce soit pour les gestionnaires de la protection de l'environnement où les friches sont décrites comme une banalisation en terme de biodiversité, pour les populations rurales où ces « parcelles incultes » sont synonymes de déprise rurale et de dévitalisation, ou pour les paysan-nes pour lesquelles ces espaces délaissés sont un témoin vivant d'un manque de productivité et de rendements et rendus responsables des invasions de « nuisibles » : les friches apparaissent indésirables pour tous. Du point de vue politique également, la friche se place en dehors du productivisme, de la maîtrise technique et des conventions sociales ; elle devient alors un symbole d'anarchie (Schnitzler & Génot).

À rebours de cette conception ancienne, à l'époque de l'Anthropocène et de l'extinction massive de la biodiversité, les friches sont désormais

appréhendées écologiquement (et philosophiquement) pour leur richesse et leur potentiel de revitalisation des milieux appauvris par le productivisme. L'appel à la revalorisation de la féralité et de la troisième nature – ce qui résiste à nos modes de vies et d'aménagements des milieux (Tsing) – amène à questionner et réenvisager ces espaces « délaissés ».

Par ailleurs, l'existence d'une loi qui permet de reprendre une friche si elle ne fait pas l'objet d'une exploitation pendant 3 ans vient éveiller le potentiel de reprise en main de ces friches par des communautés habitantes, pour des visées nourricières ou de préservation, mais également le risque non nul d'accaparement de ces espaces pour des intérêts privés, soulignant l'ambivalence de la friche comme forme de reprise de terres à la croisée des différents axes de Reprise de terres. Entrons-nous dans une époque d'opportunités pour les friches ? (Schnitzler A & Génot JC) Cet atelier se pense comme une tentative de renversement de l'imaginaire autour de l'enfrichement, à la croisée de réflexions à la fois philosophique, sociologique et écologique, et à travers l'étude d'un cas pratique à Moëlan-sur-mer.

Forme : Exploration de la zone de l'Est de la ZAD, massivement repartie en friche.

Nombre : 30 personnes.

Avec : Jean-Marie des naturalistes en lutte, Les noues qui poussent, L'école des tritons, Lois Morel, Paysans de nature, Rémi Beau.

24 AOÛT

15H

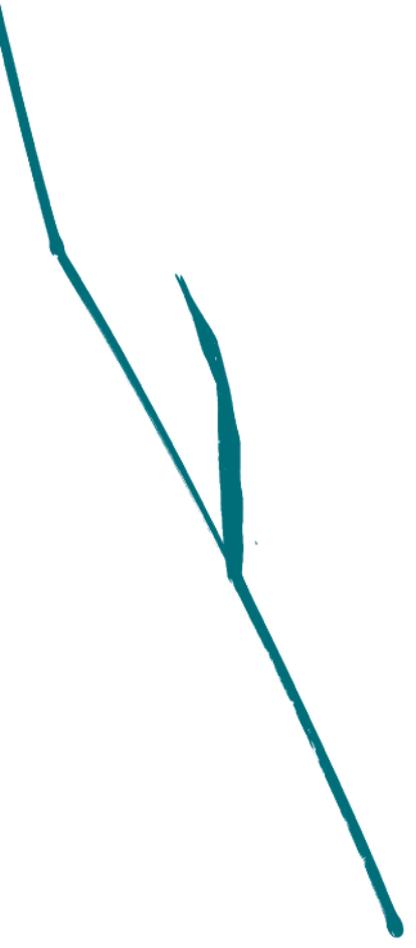
[ATELIER] QUELLES PISTES POUR LE FUTUR ?

La visée de cet atelier de réflexion collective sera à la fois d'établir un premier bilan de ces rencontres, de prendre la mesure de ce qui s'y est ouvert, et de présenter nos hypothèses et désirs pour le futur (proche) de la défense du monde vivant. Si nous voulons nous peser dans la balance politique et médiatique qui va donner à cette défense du monde vivant et sauvage ses futurs contours, comment construire une vision commune, et quels sont les obstacles concrets sur cette voie ? Un document de travail et un projet d'association seront présentés.

Nous voulons pouvoir creuser ensemble la question de ce que serait pour chacun d'entre nous une véritable « réussite » pour un projet de réensauvagement. Et de là travailler à partir des différences et des complicités qui se font jour. Quels seraient pour nous les grands points incontournables – écologiques, mais aussi sociaux et politiques – d'une défense du monde sauvage aujourd'hui ?

Forme: atelier de réflexion en commun.

Nombre: sans limite.



34

AXE

3



Des terres contre la Métropole.

35



Quand on parle de terres à défendre ou à reprendre, la ville peut *a priori* sembler hors de propos : déjà bétonnée, quadrillée de routes, polluée par le trafic, organisée autour d'activités commerciales ou de services qui n'ont plus de rapport aux champs ni aux forêts.

Pourtant, les terres agricoles, nourricières ou bucoliques, incrustées dans le tissu urbain, existent. Elles persistent et jouent de multiples rôles pour les habitant-es qui vivent à leurs côtés, pour peu qu'on prenne la peine d'y porter attention. Jardins ouvriers, jardins partagés, potagers familiaux, friches, forêts poussées sur d'anciennes carrières, rives de canal et de fleuve, champs qui ont résisté à l'artificialisation et sont encore cultivés sur plusieurs hectares à proximité des gares de RER et de métro. Certaines de ces terres en centre ville

ou en banlieues sont des sols pollués ou difficilement cultivables ; d'autres, à l'inverse, possèdent une haute valeur agronomique. Ce sont des lieux de subsistance alimentaire, de rencontres, de soin des autres et de soi-même, de jeux. On vient y prendre le frais pendant les canicules. Y apprendre à cultiver les tomates et les courges. On y sème les graines de sa région ou de son pays d'origine. Il s'agit en partie d'agriculture urbaine, mais pas uniquement. On y pratique aussi l'autoproduction à toute petite échelle, la plantation pédagogique, le semis récréatif, le glanage. Toutes les activités qui s'y créent n'ont pas de vocation commerciale, bien que certaines permettent à de jeunes paysan-ne-s de s'installer. L'ensemble de ces terres pourraient participer à la reconstitution de circuits courts, plus écologiques, d'où pourraient renaître des ceintures maraîchères. Des personnes migrantes, avec ou sans papiers, expriment leur désir de terre et de travail paysan, pour échapper aux squats urbains et à l'unique perspective de boulots dans la sécurité, les chantiers du BTP, ou les livraisons à vélo. Un nombre croissant de travailleur-es urbain-es cassent leur carrière, même bien installée, pour se lancer dans l'installation agricole. Tous·tes, riches ou pauvres, d'ici ou d'ailleurs, font face à la même difficulté : tenter d'accéder à une terre agricole, rurale, périurbaine, ou urbaine, de plus en plus chère et inaccessible.

Ces terres incrustées dans la ville et les banlieues continuent pourtant de subir des attaques irréversibles : gares de métropoles, projets d' « écoquartiers » qui n'ont d'écologique que le nom, et n'empêche pas l'implantation en cascade d'infrastructures. Un urbanisme capitaliste et planificateur aménage un renouvellement « vert » de la ville, qui profite de la demande de « transition écologique » pour augmenter la rente foncière. C'est ainsi que l'on construit des carrés de tomates et de fraises sur les toits des sièges d'entreprises, que l'on installe dans la précarité des maraîchers et maraîchères « de transition » sur des friches, n'attendant que le coup de grâce d'investissements immobiliers.

Ces processus sont nourris par une vision métropolitaines de l'aménagement, prompte à se qualifier de « durable », « inclusive » et même innovante, alors qu'elle n'est que l'énième avatar d'une compétition qui se joue avec les autres « capitales » reines de la mondialisation.

Pour contrer cette transition, et pour promouvoir une bifurcation, de plus en plus de voix appellent à la « dé-métropolisation ». Mais pour faire quoi, comment, avec qui ? Quelles stratégies pour reprendre du terrain à la métropole, depuis les terres urbaines, et de manière pérenne ? Comment préserver les terres en ville sans gentrifier les quartiers populaires ? Quelles pistes pour étendre les parcelles urbaines tout en développant l'accès des précaires au logement ? Quelles prises foncières imaginer pour garantir le droit à une alimentation saine, de qualité, de proximité et pas chère ?

Malgré l'effervescence de collectifs et de luttes pour défendre des terres en ville, le nombre d'habitant·es impliqué·es restent faibles. Un changement d'imaginaire de la ville, et des sensibilités autour de la condition urbaine s'esquisse. Mais beaucoup reste à faire pour lui donner de l'ampleur et du sens. C'est un enjeu particulièrement vital dans les quartiers populaires, premiers impactés par les effets des dérèglements climatiques et la pandémie de Covid, sur leur santé, leur espérance de vie et leurs conditions de vie économiques.

23 AOÛT

10H

[PLÉNIÈRE] « RÉSISTER, SUBSISTER, PERSISTER ».

L'objectif de la plénière est de montrer l'importance des situations urbaines dans la problématique générale des reprises de terres. Il s'agit notamment de construire des ponts avec les autres axes. La problématique de l'axe « ville » est de savoir comment lutter contre la métropolisation et pour le droit à la ville à partir d'une stratégie qui s'articule en trois temps : résister, subsister, persister. Le déroulement de la plénière cherche à faire le bilan des trois jours de réflexion de diagnostic et de bilan pour préparer l'atelier stratégie du dernier jour.

20 AOÛT

15H

[ATELIER] QUI A LE POUVOIR EN VILLE ?

Présentation. Cet atelier cherche à cartographier les différentes logiques et institutions qui reconfigurent la métropole. Avant d'établir des stratégies, il faut comprendre qui sont nos ennemis et le type de processus qu'ils mettent en œuvre. Les usager·es de la métropole sont dépossédés de l'accès à la ville face à des logiques de valorisation foncière, de sécurisation policière, de racialisation des déplacements. En partant de l'exemple du grand Paris, cet atelier se propose de cartographier les institutions, les dispositifs juridiques et les processus de métropolisation, c'est-à-dire la dépossession de l'usage des territoires urbains.

Format : table ronde puis discussion ouverte.

Avec : Jade Lindgaard, Stéphane Tonnelat, Cécile Gintrac, Quartiers Vivants, William Acker, Jardin des Vertus Aubervilliers.

20 AOÛT

15H

[ATELIER] RENCONTRES INFORMELLES « RÉSISTER », HABITANT·ES ET COLLECTIFS.

Tous les après-midi, les ateliers *Open Mics* donnent la parole aux habitant·es et aux collectifs pour présenter leur histoire et leur lutte autour de quatre thèmes : « Résister, subsister, persister, créer ». Le premier *Open Mics*, « Résister » donne la parole aux habitant·es et aux collectifs qui s'opposent aux effets de la métropolisation. Comment se passent leur lutte, à quoi s'affrontent-ils ? Qu'ont-ils gagnés ou perdus ? Les *Open Mics* sont ouverts à tous les collectifs ou habitant·es qui voudraient intervenir sur le thème du jour.

Forme : Open Mics.

21 AOÛT

15H

[ATELIER] RENCONTRES INFORMELLES « SUBSISTER », HABITANT·ES ET COLLECTIFS.

Tous les après-midi, les ateliers *Open Mics* donnent la parole aux habitant·es et aux collectifs pour présenter leur histoire et leur lutte autour de quatre thèmes : « Résister, subsister, persister, créer ». Le deuxième *Open Mics*, « Subsister » donne la parole

aux habitant-es et aux collectifs qui cherchent à penser de nouveaux modes de subsistance en ville. Cela concerne évidemment l'alimentation avec les jardins et les terres agricoles mais plus généralement sur ce que veulent les habitant-es et les collectifs, ce qu'ils souhaitent défendre et garder de la ville. Quels sont leurs modes de subsistance? Quels sont leurs rêves et leurs imaginaires? Les *Open Mics* sont ouverts à tous les collectifs ou habitant-es qui voudraient intervenir sur le thème du jour.

Forme: Open Mics.

21 AOÛT

15H

[ATELIER] QU'EST-CE QU'UN SOL? LA QUALITÉ DES SOLS ET LES ENJEUX POLITIQUES QUI Y SONT LIÉS.

Cet atelier se déroulera en deux parties. Un premier temps court pour découvrir ou réviser les structures et fonctionnement communs à tous types de sols. Les sols sont des interfaces entre les différentes sphères (atmosphère, lithosphère, «hydrosphère», biosphère etc) et l'on peut les appréhender dans leurs dimensions physiques, chimiques et biologiques, mais aussi dans leurs dimensions historiques (temps et conditions des formations, destructions, et réparations des sols).

Le deuxième temps se déroulera en sous-groupes, dispatchés par types de sols afin de mettre des connaissances techniques au service de la compréhension des enjeux politiques spécifiques à chaque situation.

1. Sous-groupe sols des villes avec Germain Meulemans. Seront abordés les enjeux de dépollution et de régénération des sols après remaniement, mais aussi ceux liés à la gentrification et la récupération politique.

2. Sous-groupe sols agricoles: avec l'association Maraîchage sur sol vivant. Engrais, labours, pesticides, les sols arables sont en danger: comment reconstituer un sol? Quelles irréversibilités?

3. Sous-groupe sols des zones humides: balade et atelier pratique de carottages, pour reconnaître les sols de zones humides.

Forme: transmission.

Avec: Lena Balaud, Paul Guillibert, Germain Meulemans,

Association Maraîchage sur sol vivant, Bergère, Aurélien Gabriel Cohen.

22 AOÛT

15H

[ATELIER] DÉFENDRE DES TERRES FACE ET AVEC LE DROIT AU LOGEMENT.

Dans les métropoles la question des logiques foncières se pose d'abord, pour la plupart des habitant-es, comme un problème d'accès au logement. L'objectif premier de cet atelier est donc de comprendre les besoins en termes de droit au logement. On cherchera aussi à penser les articulations possibles entre les reprises de terres urbaines et les luttes pour habiter dignement en ville. L'atelier répondra à plusieurs questions: quel est le véritable besoin en logements? Que peut-on opposer aux politiques de densification qui veulent construire sur les jardins pour éviter l'étalement urbain? Comment faire pour réhabiliter les logements plutôt que construire toujours plus (réemploi des bâtiments)? On partira ici de luttes pour les espaces verts dans les quartiers populaires et les foyers de migrants. Il s'agira finalement de défendre le «droit au quartier» au sein de la ville.

Forme: Table-ronde puis discussion ouverte.

Avec: A.P.U, APPUI, Alliances citoyennes, Julien Talpin, lutte des Vaïtes, lutte de Romainville, TEP Menilmontant, Boubacar Diallo, Bergerie des Malassis, Front de mères, Autre Champs, Marjorie PEPS, Notre parc n'est pas à vendre.

22 AOÛT

15H

[ATELIER] RENCONTRE INFORMELLES «PERSISTER», HABITANT-ES ET COLLECTIFS.

Tous les après-midi, les ateliers *Open Mics* donnent la parole aux habitant-es et aux collectifs pour présenter leur histoire et leur lutte autour de quatre thèmes: «Résister, subsister, persister, créer». Le troisième *Open Mics*, «Persister», réfléchit aux manières de tenir une lutte sur la durée. Comment tenir en ville? Quelles sont les ressources de l'entraide? Quelles solidarités? Les *Open Mics* sont ouverts à tous les collectifs ou habitant-es qui voudraient intervenir sur le thème du jour.

Forme: Open Mics.

[ATELIER TRANSVERSAL] LUTTES DÉCOLONIALES POUR LA TERRE .

Comment faire reconnaître politiquement et juridiquement des pratiques collectives d'attachement à la terre? Les revendications portées par les peuples autochtones sur le foncier impliquent de prendre en considération un rapport à la fois matériel et immatériel à la terre. Les pratiques coutumières expriment ainsi des relations d'attachement immatériel liées à une mémoire ancestrale dont la terre est porteuse. Celle-ci constitue un lien structurant qui organise l'ensemble des dimensions de la communauté. Ces revendications autochtones trouvent aujourd'hui un écho grandissant dans des territoires en lutte où réémergent et se réactualisent des pratiques coutumières ancestrales écrasées par l'État et l'économie moderne. Le but de cet atelier est de réunir des acteurs, militants ou juristes engagés dans des luttes foncières autochtones menées dans le territoire français, en particulier outre-mer, pour envisager les formes politiques et juridiques les plus adéquates, mais aussi considérer de quelles manières ces formes peuvent contribuer à faire reconnaître les pratiques populaires et vernaculaires portées par les habitants dans leurs territoires de vie.

Forme: formation, transmission.

Avec: la JAG (Jeunesse Autochtone de Guyane), Ludovic Pierre (autochtone Kali'na de Guyane, fondateur de la webradio Radioka), Festin comm'un (Nouvelle Calédonie-Kanaky, présents en métropole), groupe juridique des Lentillères sur la Zone d'Écologies communale, Sarah Vanuxem, Frederic Locher.

[ATELIER] VERS LA SOCIALISATION DE L'ALIMENTATION ?

La lutte contre l'agro-industrie ne devrait-elle pas prendre le problème dans l'autre sens, autrement dit, ne pas partir de la question foncière et paysanne, mais de celle d'une alimentation de qualité pour tous? C'est ce que défendent notamment les membres de l'Atelier Paysan, et celles et ceux qui soutiennent le projet de « sécurité sociale alimentaire ». Mathieu Dalmais nous présentera le fonctionnement possible

d'un tel dispositif, et des groupes locaux viendront raconter ce qui est déjà en place dans plusieurs villes, et qui pourrait ainsi changer d'échelle.

Forme: transmission, récits d'expériences, discussion ouverte.

Avec: Mathieu Dalmais, des membres des Brigades de solidarité de différentes villes, Kevin Certenais, Jean Claude Balbot.

[ATELIER TRANSVERSAL] « REPRISES DE SAVOIRS », AUTOUR DE LA CONSTRUCTION D'UNE PLURIVERSITÉ DE LA TERRE.

Depuis quelques années des initiatives collectives visant la création de cadres alternatifs de transmission et de production des savoirs et savoir-faire ont émergé un peu partout en France, particulièrement sur les territoires en lutte. Ces initiatives tentent de répondre à une crise de sens des institutions éducatives existantes, notamment l'enseignement supérieur, qui semblent plus que jamais déconnectées des problématiques et nécessités vitales auxquelles nous confronte la catastrophe écologique en cours et de plus en plus subordonnées aux injonctions productivistes et individualistes de l'économie capitaliste. Quels savoirs et modes de transmission et production de ces savoirs et savoir-faire seraient mieux à même d'accompagner les écologies populaires naissantes et les luttes en faveur des reprises de terres? Comment se réapproprier ces savoirs pour renforcer les pratiques démocratiques d'auto-organisation? Faut-il désertier les instances éducatives existantes pour favoriser l'invention d'institutions alternatives qui soient en prise avec les territoires de vie ou faut-il au contraire rester dans les institutions existantes pour les transformer de l'intérieur et les rendre plus perméables aux mouvements sociaux?

Le but de l'atelier sur la Pluriversité de la Terre est de tenter de dépasser cette opposition en réunissant divers acteurs engagés dans la pratique et la réflexion sur des modalités alternatives de transmission et de production des savoirs: écoles liées à des territoires en lutte (école de la Terre dans le Limousin, sur la Zad de NDDL), structures et



méthodes d'éducation populaire, acteurs associatifs, défenseurs des sciences citoyennes ou enseignant-es qui mettent en place des stratégies internes de transformation des institutions (Atecopol, appel « Le réveil écologique »)...

Avec: Laure Teulières (Atecopol, pluriversités), Pierre Bonneau (FDM, pluriversités), des habitant-es de la ZAD, Birgit Muller (anthropologue EHESS).

23 AOÛT

15H

[ATELIER] RENCONTRE INFORMELLES « CRÉATIVITÉ », HABITANT·ES ET COLLECTIFS.

Tous les après-midi, les ateliers *Open Mics* donnent la parole aux habitant-es et aux collectifs pour présenter leur histoire et leur lutte autour de quatre thèmes: « Résister, subsister, persister, créer ». Le quatrième *Open Mics*, « Créativités », réfléchit aux formes inventées par les habitant-es et les collectifs. De quelles histoires s'inspirent-ils? Quels récits et quelles tactiques inventent-ils? Les *Open Mics* sont ouverts à tous les collectifs ou habitant-es qui voudraient intervenir sur le thème du jour.

Forme: Open Mics.

24 AOÛT

15H

[ATELIER] PERSISTER CONTRE LA MÉTROPOLÉ.

À l'issue des cinq jours de réflexion et de la plénière *Ville* qui aura eu lieu la veille, le but de cet atelier est d'élaborer une stratégie de résistance contre la métropolisation. Comment maintenir les expérimentations urbaines sur le long terme? Comment transformer les victoires territoriales en véritable droit à la ville? Cet atelier ne vise pas seulement à présenter des luttes passées ou présentes mais à concevoir des outils et des finalités communes. Résister dans la ville suppose de pouvoir persister contre la métropole, c'est-à-dire être capable de pérenniser sur la longue durée des expérimentations urbaines. À cet égard, on mettra particulièrement l'accent sur l'invention de méthodes cartographiques, d'outils pour influencer le zonage ou de tactique d'élaboration de nouveaux droits. L'invention de normes juridiques, d'outils géographiques et de dispositifs économiques doit

permettre de se réappropriier les terres urbaines afin d'habiter dignement la ville.

L'atelier se déroulera en deux moments.

1. D'abord, une présentation des outils mobilisés par différentes luttes. Quatre tactiques principales seront envisagées.

- la première consiste à créer un zonage qui reconnaisse la multiplicité des usages. Elle distingue leur cartographie (une zone, un usage) et la nôtre (une zone, de multiples usages).

- la cartographie

- le montage de contre-projets (Carma, Pleyel, Parcel)

- les foncières urbaines (Gaël)

2. Ensuite, un deuxième moment sera consacré à l'élaboration de stratégies offensives qui dépassent la simple articulation ou juxtaposition des luttes pour défendre une politique commune de réappropriation des terres urbaines contre les logiques foncières du capitalisme tardif.

Forme: Table-ronde puis discussion libre.

Avec: des personnes des Lentillères, de Louvain, de contre projets (Carma, Pleyel, Parcel), et Gaël Louesdon pour la présentation des foncières urbaines.

24 AOÛT

10H

[PLÉNIÈRE FINALE]

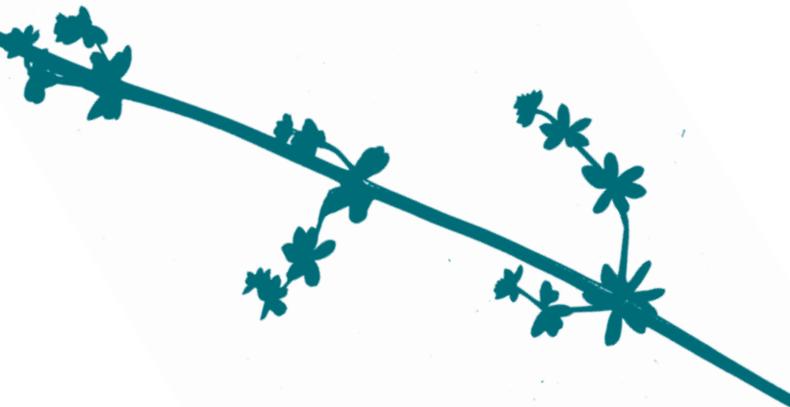
Plutôt qu'une grande restitution globale de la semaine, cette plénière est conçue pour tenter de répondre ensemble à quatre questions :

- Quels sont les pièges et faux conflits que nous devrions éviter, au risque de perdre de la force et de la pertinence?

- Quelles initiatives concrètes, prochain RDV, actions ou réunions de travail sont ressortis des différents ateliers?

- Quels sont les récits et anecdotes de porosité et de liens entre les différents axes que nous avons pu entendre au cours de la semaine?

- Si nous souhaitons nous tenir ensemble par la suite, sous quelles formes pérenniser nos liens? Nous formerons des groupes pour répondre à ces questions dans la première partie de la matinée, pour ensuite entendre en assemblée la restitution des réponses à ces quatre questions.



Reprise de terres
20 – 24 août 2021
NDDL





20 — 24 AOÛT

2021